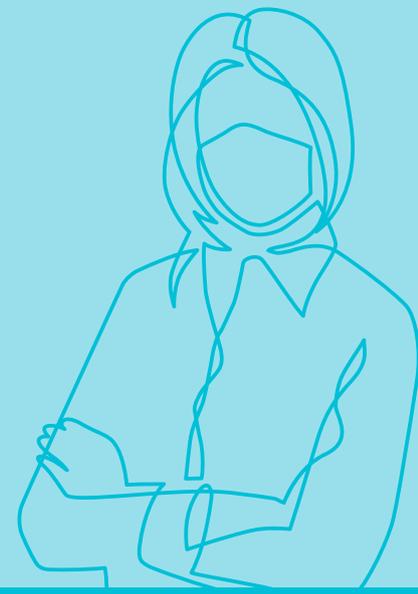


# Les impacts sexo-spécifiques du Covid-19 sur le marché du travail en Amérique latine et dans les Caraïbes.

**BANQUE MONDIALE**

Laboratoire d'innovation sur le genre pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (LACGIL)<sup>1</sup>

NOTE D'ORIENTATION: janvier 2021



## Messages clés

- D'après les enquêtes téléphoniques à haute fréquence (HFPS) menées dans 13 pays d'Amérique latine et des Caraïbes (LAC), les femmes employées étaient 44 % plus susceptibles de perdre leur emploi que les hommes au début de la crise du COVID-19.
- Au fur et à mesure de l'évolution de la crise, les travailleurs en situation de chômage temporaire ont repris leur travail. Cependant, l'écart entre les femmes et les hommes en termes de perte d'emploi persiste.
- 56 % des pertes d'emplois liées au Covid-19 proviennent des secteurs à forte intensité en main d'œuvre féminine, tels que le commerce, les services aux particuliers, l'éducation, ainsi que l'hôtellerie et la restauration.
- Les facteurs de résilience à la perte d'emplois pendant la crise diffèrent entre les hommes et les femmes. Par exemple, la présence d'enfants en âge scolaire à la maison est liée à une augmentation des pertes d'emplois chez les femmes mais pas chez les hommes.
- Les pertes d'emploi dues à la pandémie de COVID-19 pourraient davantage creuser les écarts déjà existants entre les hommes et les femmes au sein de la région, créant ainsi la nécessité d'élaborer des politiques et des mesures stratégiques qui ciblent spécifiquement les femmes afin de garantir une reprise économique inclusive.

## Le contexte

**Dans le monde entier, les femmes bénéficient souvent d'opportunités de revenus plus faibles que les hommes.** La pandémie de Covid-19 crée une nouvelle dynamique qui pourrait exacerber les disparités économiques entre les hommes et les femmes au sein de la région. Les mesures de distanciation sociale ont perturbé les activités sociales et économiques, ce qui a eu une incidence sur la capacité des ménages à générer des revenus. Les données sur les épidémies antérieures semblent indiquer que ce type de choc risque de compromettre les progrès accomplis en matière d'opportunités économiques pour les femmes (de Paz et al 2020).

**Les femmes occupent une part disproportionnée des professions exigeant des interactions directes,** comme dans la vente, les soins à la personne et le tourisme. De ce fait, les femmes ont moins de chances de pouvoir travailler depuis la maison et ont un risque plus accru de se retrouver au chômage. Les femmes sont plus susceptibles que les hommes d'être employées dans le secteur informel et d'exercer des emplois précaires. Celles-ci ont également tendance à effectuer plus de travaux ménagers non rémunérés que les hommes (environ 2,7 heures par jour). Pendant la pandémie, les prestations de soin et d'assistance non rémunérées ont augmenté, dès lors que les enfants ne pouvaient plus être scolarisés, les personnes âgées avaient davantage besoin de soins et les services de santé étaient saturés (Banque mondiale 2020).

**Sans interventions stratégiques avisées et opportunes, la crise pourrait creuser les écarts entre les sexes qui persistent dans la**

**région malgré les progrès réalisés durant les trente dernières années.** Par exemple, la participation des femmes au marché du travail dans la région a augmenté au cours des trois dernières décennies (passant de 41 % en 1990 à 53 % en 2019). Ceci a contribué à améliorer les revenus du travail des femmes et à réduire la pauvreté. Cependant, les écarts entre les sexes restent importants au sein de la région. Les hommes ont toujours plus de chances de participer au marché du travail et d'exercer un emploi formel, de

### Laboratoire d'innovation sur le genre pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (LACGIL)

Le LACGIL apporte son soutien à la réalisation d'évaluations d'impact et à la recherche inférentielle afin de produire des données concluantes sur les mesures qui fonctionnent pour combler les écarts entre les sexes en matière de capital humain, de participation économique, de normes sociales et de capacité d'action. De plus, le laboratoire diffuse ces résultats en vue d'améliorer les programmes d'actions et l'élaboration des politiques afin de concevoir des interventions efficaces et rentables destinées à lutter contre les inégalités de genre et d'aboutir à des changements durables.

Pour y parvenir, le LACGIL travaille en collaboration avec différents services de la Banque mondiale, des organismes d'aide et des bailleurs de fonds, des gouvernements, des organisations non gouvernementales, des entreprises du secteur privé et des chercheurs.

<sup>1</sup> Cette note a été préparée par Emilia Cucagna et Javier Romero. L'équipe remercie Jacobus Joost De Hoop et Ximena del Carpio pour leurs précieux commentaires.

meilleure qualité et mieux rémunéré que les femmes. Par ailleurs, les femmes, en particulier les jeunes femmes, sont plus susceptibles d'être au chômage (Banque mondiale 2020).

**La présente note explore les conséquences de la crise du COVID-19 sur le marché du travail pour les hommes et les femmes, et identifie les éléments qui rendent les travailleurs plus résistants à la perte d'emploi.** Ces résultats sont ensuite utilisés pour discuter des implications lors de l'élaboration des politiques. Pour pallier le manque de données généré par l'interruption de la plupart des activités statistiques en raison des mesures de distanciation sociale, les enquêtes téléphoniques à haute fréquence (HFPS) recueillies dans la région par le Pôle mondial d'expertise en pauvreté et équité de la Banque mondiale ont été utilisées. Cette note vise à évaluer les effets différenciés selon le sexe sur le marché du travail de la récession la plus importante depuis la Seconde Guerre mondiale.



## Les données

**Entre mai et août 2020, trois séries d'enquêtes téléphoniques ont été effectuées dans 13 pays de LAC pour évaluer les effets et les voies de transmission de la crise du COVID-19 dans la région<sup>2</sup>.** La première vague d'enquêtes a été menée en mai 2020 (deux mois après l'annonce de quarantaines dans la plupart des pays de LAC, à la mi-mars 2020). La deuxième vague a été recueillie entre juin et juillet 2020, et la troisième entre juillet et août 2020. Ces enquêtes comprennent différents modules couvrant plusieurs thématiques, à savoir : le marché du travail, les changements des



### DÉFINITIONS

- L'analyse est réalisée au niveau régional en regroupant les données issues des 13 pays. Parmi les pays inclus dans l'échantillon figurent : l'Argentine, le Brésil, la Bolivie, la Colombie, le Costa Rica, le Chili, la République Dominicaine, le Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Pérou et le Paraguay. Les femmes représentent 54 % de l'échantillon. D'après les données disponibles sur l'ensemble de la région, y compris les pays qui ne font pas partie de l'échantillon, les hommes étaient plus susceptibles que les femmes d'exercer un emploi avant l'apparition du COVID-19.
- La présente étude porte sur les personnes qui étaient employées avant la pandémie, sauf indication contraire.
  - Par perte d'emploi ou chômage, on entend le fait de ne pas travailler pendant la semaine précédant l'enquête.
  - Une perte d'emploi temporaire se produit lorsqu'une personne interrogée déclare une perte d'emploi mais pourra reprendre son travail.
  - Une perte d'emploi permanente se produit lorsqu'une personne interrogée déclare une perte d'emploi mais ne pourra pas reprendre son travail.
  - Les pertes d'emplois totales (la somme des pertes d'emplois temporaires et permanentes) ont des répercussions en termes de revenu et de bien-être.

revenus des ménages, l'accès aux services de base, les comportements et les connaissances liés au COVID-19, ainsi que les caractéristiques démographiques et des ménages.

**L'échantillon couvre en moyenne 1 000 personnes par pays (soit un total de 13 152 observations), lesquelles ont été suivies au cours de trois vagues de collecte de données.<sup>3</sup>** Pour chaque pays, l'échantillon est représentatif à l'échelle nationale de personnes âgées de 18 ans ou plus et ayant accès à un téléphone portable. Les données proviennent d'un échantillonnage probabiliste par génération aléatoire de numéros.<sup>4</sup> Les pondérations ont été étalonnées en tenant compte des projections démographiques de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). La figure 1.a montre que 63 % des femmes ont déclaré avoir exercé un emploi avant la pandémie, contre 84 % des hommes. Ainsi, dans cet échantillon, les femmes représentaient 45 % de la population active avant la pandémie (cf. figure 1, diagramme b).

FIGURE 1.A : TAUX D'EMPLOI AVANT LE COVID-19, EN FONCTION DU GÉNÉRE

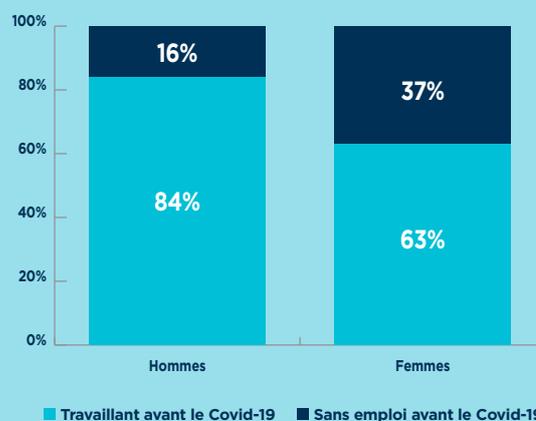
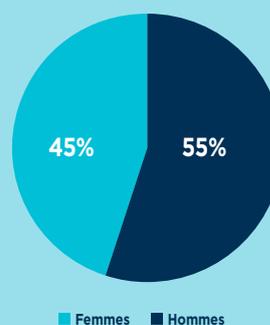


FIGURA 1. B. PARTICIPACIÓN, ANTES DEL COVID-19, DE LA POBLACIÓN EMPLEADA, QUE REPRESENTA A CADA GÉNERO



Source : Données provenant de l'enquête HFPS, 1<sup>ère</sup> vague.

<sup>2</sup> Dans la note, « LAC » et « région » font référence à la population représentée par les 13 pays d'Amérique latine et des Caraïbes inclus dans l'analyse.

<sup>3</sup> Les taux de réponse lors des deuxième et troisième vagues étaient de 71,6 % et de 68,8 % respectivement.

<sup>4</sup> La méthodologie de génération aléatoire de numéros (Random Digit Dialing, RDD, en anglais) sonde des individus en composant des numéros de téléphone au hasard. Pour obtenir plus de détails techniques sur la représentativité, le plan d'échantillonnage et la pondération de l'enquête HFPS, se référer à Flores Cruz (2020), « COVID-19 High Frequency Survey in Latin American Countries ». Note technique: Plan d'échantillonnage et pondération.

# Conclusions de l'étude

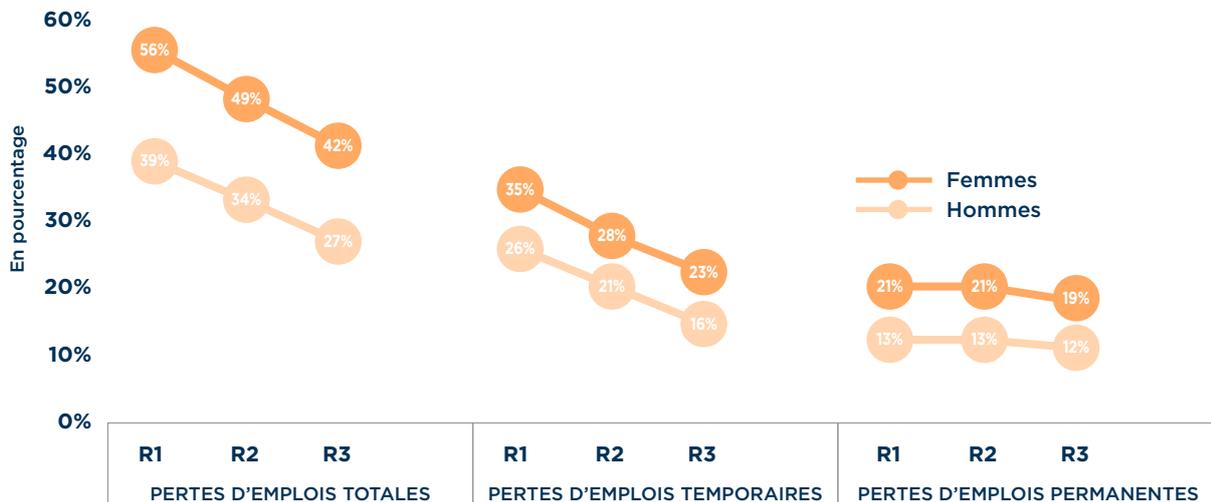
## Inégalités face à la perte d'emploi

**La crise du COVID-19 a touché les femmes de façon disproportionnée et cette différence perdure.** La première vague de collecte de données a été réalisée environ deux mois après la mise en place par les gouvernements des mesures de quarantaine dans la plupart des pays. Celui-ci montre que 56 % des travailleurs ont perdu leur emploi de façon temporaire ou permanente. Ce taux s'avère 44 % plus élevé que le taux correspondant pour les hommes, lequel s'établit à 39 % (cf. figure 2). L'écart en matière d'emploi, défini ici comme étant la différence entre le taux de chômage des femmes et celui des hommes, s'élève à 16 points de pourcentage.

**Les données provenant des deuxième et troisième vagues montrent que lorsque les individus ont commencé à reprendre le travail, les pertes d'emplois temporaires ont diminué mais pas celles d'emplois permanents.** Néanmoins, l'écart entre les hommes et les femmes n'a pratiquement pas changé. Lors de la troisième vague de collecte de données en août 2020, la différence entre les hommes et les femmes en matière de pertes d'emplois totales s'établissait encore à 15 %, et la perte d'emplois permanents concernait une femme sur cinq.

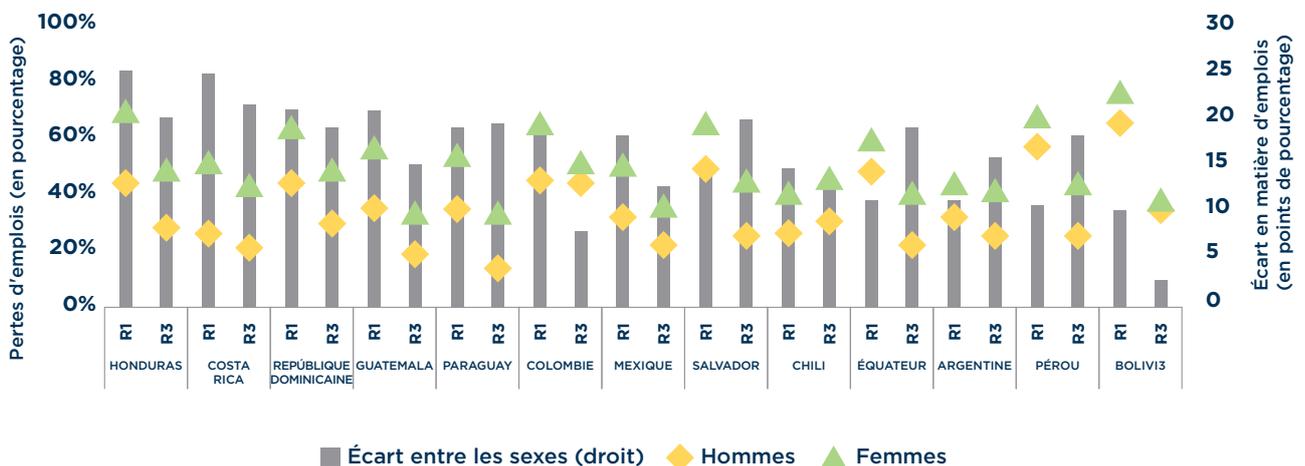
**L'ampleur du choc sur les femmes peut être observé dans l'ensemble des pays de l'échantillon.** La figure 3 montre que, dans tous les pays, les femmes sont plus susceptibles de perdre leur emploi que les hommes entre la première et la troisième vague. La figure 3 se concentre sur les individus qui étaient employés avant la pandémie et représente pour chaque pays le pourcentage de femmes (en vert) et d'hommes (en jaune) qui ont perdu leur emploi pendant la crise, de manière temporaire ou définitive. Les barres grises représentent l'écart en matière d'emploi. Le graphique est classé par pays et par vague d'enquête (première et troisième vagues), ainsi qu'en fonction du niveau d'écart en matière d'emploi lors de la première vague. La figure 3 indique aussi que les pays n'ont pas tous été touchés de façon égale. Lors de la première vague au début de la crise, les écarts entre les sexes les plus prononcés ont été constatés en Honduras et au Costa Rica, pays où les femmes étaient 25 % plus susceptibles que les hommes d'être au chômage. L'écart le plus faible s'observe en Bolivie et au Pérou (avec 10 et 11 points de pourcentage respectivement), mais ces derniers affichent les taux de chômage les plus élevés de la région.

**FIGURE 2 : LES TRAVAILLEUSES SONT PLUS SUSCEPTIBLES DE SUBIR DES PERTES D'EMPLOI TEMPORAIRES ET PERMANENTES QUE LEURS HOMOLOGUES MASCULINS**



Source : Données provenant de l'enquête HFPS, vagues 1 à 3.

**FIGURE 3 : DANS TOUS LES PAYS, LES FEMMES SONT PLUS SUSCEPTIBLES QUE LES HOMMES DE PERDRE LEUR EMPLOI**



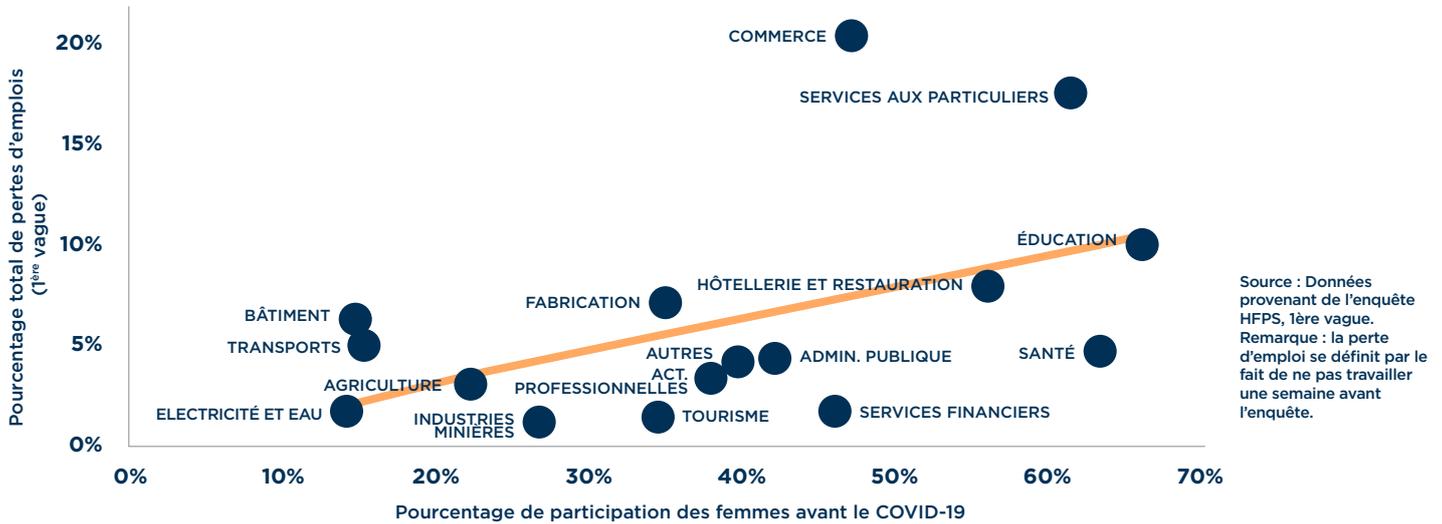
Source : Données provenant de l'enquête HFPS, vagues 1 à 3.

## Quels sont les facteurs expliquant les pertes d'emplois?

Les femmes ont tendance à travailler dans des secteurs qui requièrent davantage une présence physique et des interactions personnelles. Par conséquent, celles-ci risquent davantage de perdre leur emploi avec la mise en place des mesures de distanciation physique. En effet, les secteurs qui emploient le plus de femmes sont à l'origine de la plupart des pertes d'emplois observées (cf. figure 4). Bien que les répercussions varient en fonction du secteur, 56 % des pertes d'emplois se concentrent dans le commerce, les services aux particuliers, l'éducation, ainsi que l'hôtellerie et la restauration, d'après les données recueillies lors de la première vague. Ces

derniers représentent quatre des cinq secteurs enregistrant la plus forte concentration de main-d'œuvre féminine, lesquels employaient 60 % des femmes avant la crise. Cette tendance semble indiquer que la crise du COVID-19 a accentué les écarts entre les sexes sur le marché du travail. Les pertes d'emploi chez les femmes creusent non seulement les écarts économiques entre les sexes, mais risquent également d'exacerber d'autres déséquilibres au sein des ménages, en réduisant l'émancipation des femmes ainsi que leur pouvoir de négociation au sein du foyer, et en aggravant les violences conjugales (Manser et Brown 1980 ; Perova et Reynolds 2017).

FIGURE 4 : LES SECTEURS À FORTE MAIN D'ŒUVRE FÉMININE ENREGISTRENT UNE GRANDE PARTIE DU TOTAL DES PERTES D'EMPLOIS



L'emploi salarié, l'accès à internet et le niveau d'éducation augmentent la probabilité de rester employé, mais certains effets diffèrent entre les hommes et les femmes (cf. figure 5). En utilisant une régression multivariée, l'étude examine les facteurs qui influent sur la probabilité de garder un emploi pendant la pandémie (c.-à-d. pendant les trois vagues d'enquêtes).<sup>5</sup> Notre analyse révèle qu'avoir un emploi salarié avant la pandémie est associé à une plus grande probabilité de rester employé après la pandémie, par rapport à un emploi indépendant. Il s'agit de la principale différence qui ressort de notre analyse. Il est probable que l'emploi salarié exercé avant la pandémie persiste grâce à la plus grande sécurité d'emploi que présentent les emplois formels et la capacité des entreprises à s'adapter à la crise par rapport aux travailleurs indépendants, plus susceptibles de détenir des entreprises informelles.

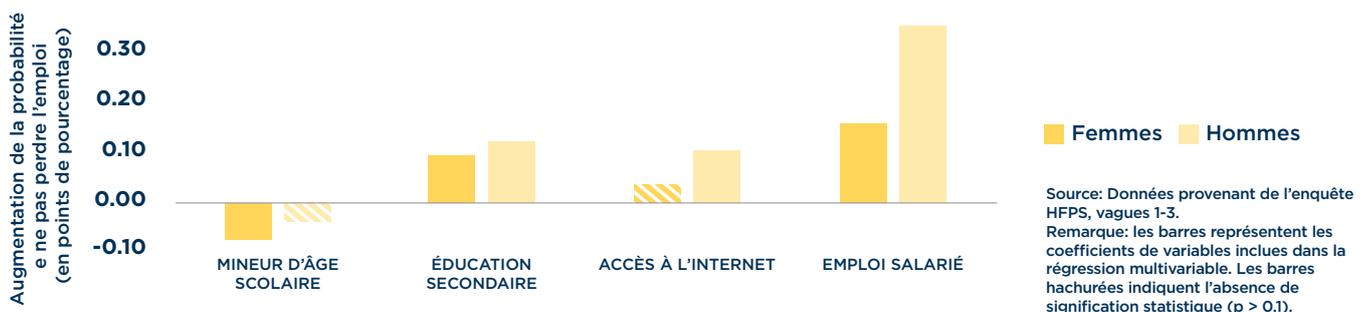
En outre, notre étude montre que l'accès à internet, lequel facilite la possibilité de travailler à distance, est un facteur déterminant pour conserver un emploi pendant la pandémie. Les résultats de notre analyse montrent que l'accès à internet augmente la probabilité de rester employé. Cependant, cet effet n'est pas statistiquement significatif pour les femmes. Ceci peut s'expliquer par le fait qu'avant la crise du COVID-19, les femmes travaillaient principalement dans des

secteurs nécessitant des interactions physiques et exerçaient un travail qui était moins susceptible d'être réalisé à distance.

De plus, notre analyse révèle qu'un niveau d'éducation élevé est associé à une plus grande résilience à la perte d'emploi.<sup>6</sup> Ceci peut s'expliquer par le type de travail effectué par les travailleurs instruits. Ces derniers effectuent potentiellement des tâches cognitives peu courantes. Ces résultats corroborent également la thèse selon laquelle la productivité des travailleurs les plus instruits est plus élevée et le taux de chômage diminue en fonction de l'augmentation du nombre d'années d'études augmenté.

Les femmes sont plus susceptibles que les hommes de perdre leur emploi en raison de l'augmentation des besoins du ménage en matière de garde d'enfants, dès lors que les normes sociales encouragent les femmes à devenir les principales dispensatrices de soins au sein de la famille.<sup>7</sup> Bien que la présence d'enfants en âge scolaire à la maison ne constitue pas un facteur qui soit associé à la probabilité de continuer à travailler deux mois après le début de la crise du COVID-10 (mai 2020) (cf. figure 6), la nécessité de s'occuper des enfants est devenue un facteur explicatif majeur avec la prolongation de la crise.<sup>8</sup>

FIGURE 5 : FACTEURS ASSOCIÉS AU MAINTIEN DE L'EMPLOI PENDANT LA CRISE



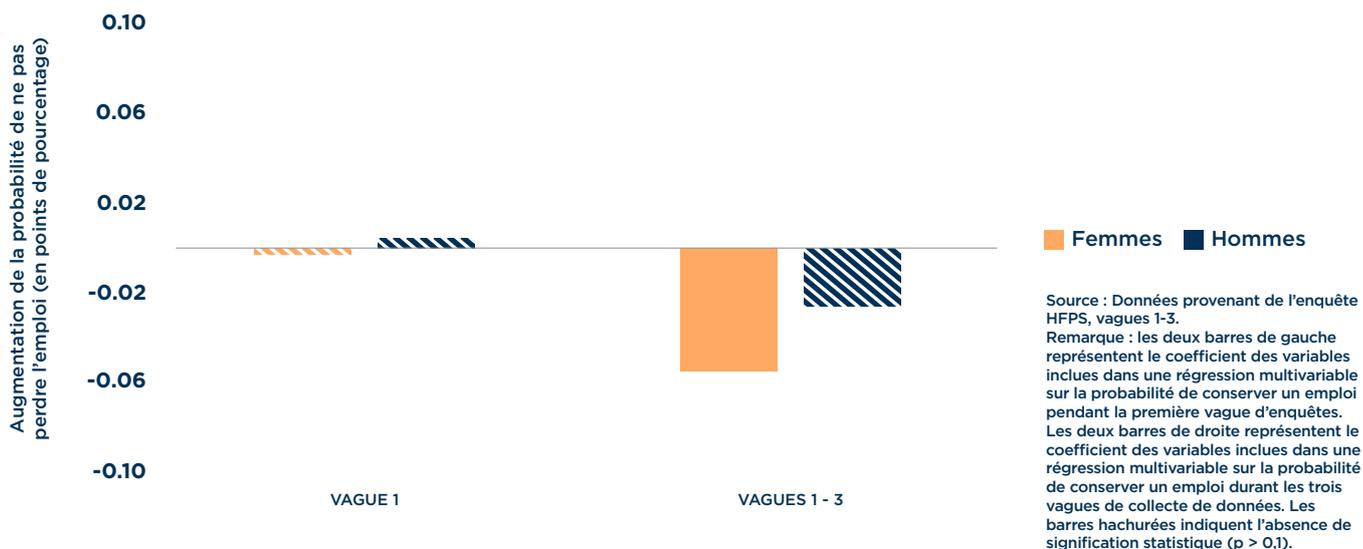
<sup>5</sup> L'analyse est effectuée au moyen d'un modèle de probabilité linéaire estimé par des minimums carrés ordinaires. La variable dépendante est une variable dichotomique qui indique si l'individu a conservé son emploi pendant les trois vagues de collecte de données. L'analyse se limite aux personnes employées avant la pandémie. Les variables explicatives suivantes ont été incluses : les effets fixes par pays, l'industrie, l'âge, la composition du ménage (le nombre d'hommes dans le foyer, le nombre de femmes dans le foyer, le nombre de personnes âgées de plus de 65 ans dans le foyer), le nombre de chambres (qui, avec la composition du foyer, peut être interprété comme un indicateur de richesse), le type de travail effectué (indépendants, salariés, entreprise familiale ou autres), ainsi que les variables indicatrices pour la zone de résidence urbaine, le niveau d'études supérieures (ayant achevé au moins le niveau d'enseignement secondaire), l'accès à internet et la présence d'enfants en âge scolaire présents dans le foyer (enfants âgés entre 5 et 18 ans). Le modèle fait l'objet d'estimations distinctes pour les hommes et les femmes.

<sup>6</sup> Un niveau d'éducation élevé est défini par l'obtention d'au moins un diplôme de fin d'études secondaires.

<sup>7</sup> Les résultats de la régression ne sont pas statistiquement significatifs pour les hommes.

<sup>8</sup> Lors de la première vague, seulement 3 % des femmes et 1 % des hommes ont déclaré la garde d'enfants comme étant le facteur principal de la perte de leur emploi.

FIGURE 6 : IMPACT DE LA PRÉSENCE D'ENFANTS EN ÂGE SCOLAIRE AU SEIN DU MÉNAGE, PAR VAGUE D'ENQUÊTE



### Premiers signes de reprise?

La plupart des secteurs ne montrent aucun signe de reprise pour les employées, jusqu'en août 2020, les rares signes de reprise concernent essentiellement des emplois peu qualifiés. Seulement 42 % des personnes qui avaient repris le travail en août 2020 et qui avaient un emploi avant le COVID-19, travaillent dans le même secteur qu'avant la pandémie. Les secteurs représentant les principales sources d'emploi chez les femmes, tels que le commerce, les services aux particuliers et l'éducation, stagnent à des niveaux d'activités faibles. Par ailleurs, la répartition des femmes entre les différents types de travail a évolué. Avant le COVID-19, 61 % des femmes avaient un emploi salarié, et 33 % travaillaient en tant qu'indépendantes (cf. figure 7, diagramme a). En août 2020, 53 % travaillaient en tant que salariées, et 38 % en tant que travailleuses indépendantes (cf. figure 7, diagramme b).



FIGURE 7.A : TYPE D'EMPLOI AVANT LE COVID- 19

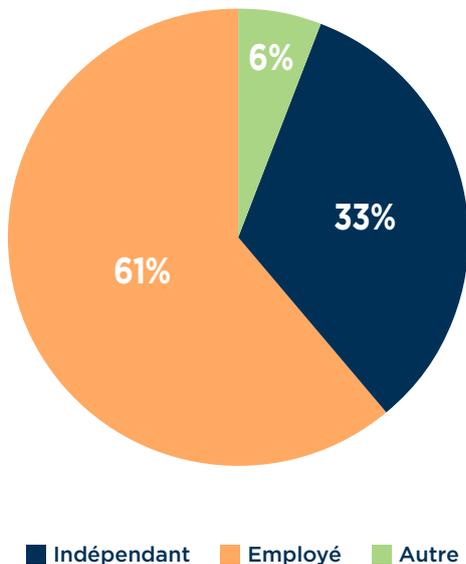
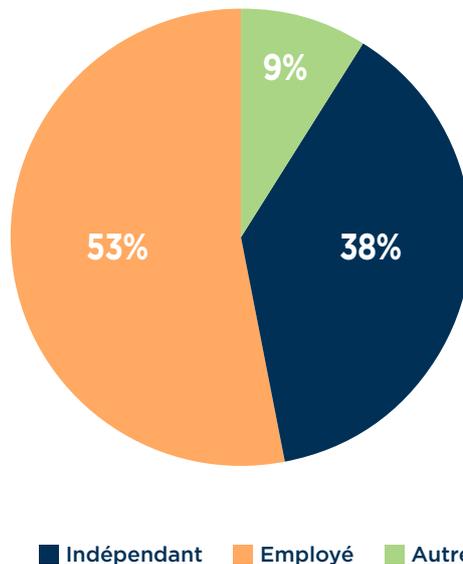
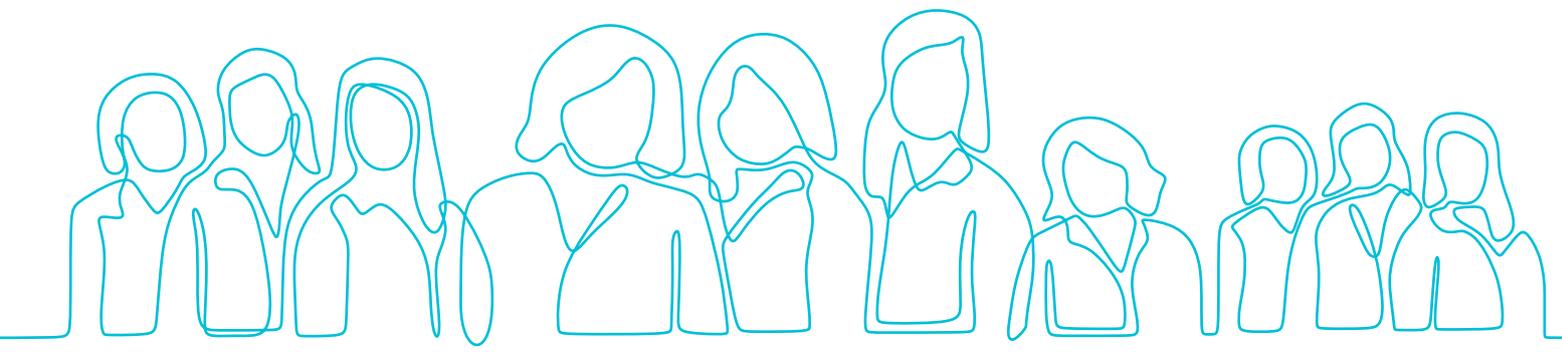


FIGURE 7.B : TYPE D'EMPLOI APRÈS LE COVID-19



Source : Données provenant de l'enquête HFPS, vagues 1-3.



## Recommandations politiques

- **La pandémie de COVID-19 risque d'accentuer davantage les écarts entre les sexes déjà existants sur le marché du travail. La présente étude montre que les écarts entre les sexes dans la région LAC se sont aggravés pendant la pandémie.**

Comprendre les effets du COVID-19 sur l'égalité des sexes apparaît donc essentiel pour orienter la conception et l'élaboration de politiques efficaces. Les réponses et les interventions doivent se concentrer sur la création d'incitations et de conditions favorables à la participation des femmes au marché du travail. Étant donné la participation plus importante des femmes dans la prise en charge des enfants et des personnes âgées, ainsi que dans les tâches ménagères, les mesures politiques pourraient s'atteler à restaurer des incitations et des dynamiques encourageant le retour des femmes sur le marché du travail. Les résultats de la présente note suggèrent qu'il convient d'adopter une perspective de genre au sein des plans de relance.

- **Mettre en œuvre des programmes de protection sociale ciblant les femmes les plus touchées par la crise (les foyers dirigés par une femme, les femmes travaillant dans le secteur informel et les travailleuses domestiques qui ne bénéficient pas de protection sociale, ainsi que les femmes au chômage) pourrait aider les ménages à atténuer les effets négatifs de cette crise et garantir la continuité des investissements dans l'éducation des enfants (Vandeninden et al., 2019 ; Rutkowski, 2020).**

En outre, les programmes de transferts monétaires pourraient également aider les travailleuses indépendantes à relancer leurs activités, notamment si elles travaillent dans des secteurs particulièrement affectés par les mesures de distanciation sociale (de Paz et al, 2020). Les programmes sociaux pourraient également comporter des formations et du mentorat, des mesures d'incitations à la formalisation, des concours de plans d'entreprises et des outils d'accès au financement (Rutkowski et Bousquet, 2019). Étant donné que les transferts monétaires peuvent être réalisés avec peu d'interaction physique et à faible coût, ceux-ci représentent une mesure efficace à mettre en œuvre dans le contexte du COVID-19, tout en minimisant la transmission du virus.

- **À moyen terme, les politiques pourraient s'efforcer de renforcer la résilience des travailleurs indépendants et des travailleurs moins instruits, et plus particulièrement des femmes.** Ceci pourrait nécessiter un soutien financier, via des lignes de crédit ou des services financiers destinés à des femmes entrepreneuses. Ces initiatives pourraient également aller de pair avec des formations, du mentorat, des incitations à la formalisation et des concours de plans d'entreprise (Rutkowski et Bousquet, 2019). En outre, à la suite de la reprise des activités économiques, les

politiques pourraient également faciliter l'accès aux prestations de services de garde et de soins aux personnes âgées et promouvoir des mesures destinées à reconnaître, réduire et redistribuer la charge du travail non rémunéré au sein des ménages (Vaeza, 2020).

- **Assurer la disponibilité de données ventilées par sexe et représentatives pourrait permettre d'élaborer des politiques efficaces et mieux ciblées.** Des politiques propres à chaque pays pourraient être nécessaires afin de maximiser l'impact des mesures stratégiques. Les données provenant de l'enquête HFPS peuvent être utilisées par chaque pays pour identifier des écarts spécifiques entre les sexes et adapter les réponses politiques. Dans cette note, nous nous sommes focalisés sur les conditions économiques des femmes. Toutefois, la crise du COVID-19 pourrait également affecter le pouvoir de décision des femmes et l'accumulation du capital humain, en raison notamment de la détérioration de l'accès aux services de santé et d'éducation. Cette possibilité renforce la nécessité de disposer de données ventilées par genre et représentatives, pouvant aider à mesurer l'impact de la crise sur différentes dimensions. Parmi ces dimensions figurent le décrochage scolaire et le niveau d'instruction, le développement de la petite enfance chez les garçons et les filles, l'accès aux services de santé, le temps consacré aux tâches ménagères, des modifications potentielles des normes sociales et des attitudes, et le risque accru de violence à l'encontre des femmes et des filles.

### RESTEZ CONNECTÉ

Visitez le [site Web de LACGIL](#) pour obtenir plus d'informations.  
**Courriel:** [lacgenderlab@worldbank.org](mailto:lacgenderlab@worldbank.org)

### REMERCIEMENTS

Ce travail a été financé par **l'Umbrella Facility for Gender Equality (UFGE)**, un fonds fiduciaire multidonateurs géré par la Banque mondiale en vue de promouvoir l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes par l'expérimentation et la création de connaissances pour aider les gouvernements et le secteur privé à élaborer des politiques et des programmes en faveur de solutions évolutives avec des résultats durables. L'UFGE bénéficie de généreuses contributions de l'Allemagne, de l'Australie, du Canada, du Danemark, de l'Espagne, des États-Unis, de l'Islande, de la Lettonie, de la Norvège, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Suède, de la Suisse et de la Fondation Bill et Melinda Gates.

Les observations, interprétations et conclusions formulées dans le présent rapport sont exclusivement celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de la Banque mondiale et de ses organisations ni des administrateurs de la Banque mondiale et des gouvernements qu'ils représentent.

La reproduction et la distribution de ce matériel sont interdites sans le consentement préalable de la Banque mondiale.



1818 H. St NW Washington, DC 20433. EEUU.



## RÉFÉRENCES

Banque mondiale. 2020. « *Closing Gender Gaps in Latin America and the Caribbean* ». Rapport no 128525, Banque mondiale, Washington, DC.

Copley, A., Decker, A., Delavelle, F., Goldstein, M., O'Sullivan, M. et Papineni, S. (2020). « *COVID-19 Pandemic Through a Gender Lens* ».

de Paz, Carmen, Miriam Müller, Ana María Muñoz-Boudet, et Isis Gaddis. 2020. « *Gender Dimensions of the COVID-19 Pandemic* ». Note de politique (16 avril), Banque mondiale, Washington, DC.

Manser, Marilyn et Murray Brown. 1980. « *Marriage and Household Decision-Making: A Bargaining Analysis* ». *International Economic Review* 21 (1) : 31-44.

Perova, Elizaveta et Sarah Anne Reynolds. 2017. « *Women's Police Stations and Intimate Partner Violence: Evidence from Brazil* ». *Social Science and Medicine* 174 (février): 188-96.

Reynolds, Sarah Anne, Elizaveta Perova et Ian M. Schmutte. 2020. « *The Gender Wage Gap and Violence Against Women in Brazil* ». Travail en cours. Banque mondiale, Washington, DC.

Rutkowski Michal et Franck Bousquet. 2019. « *Social Protection: Protecting the Poor and Vulnerable during Crises* ». *Blogs de la Banque mondiale : Développement pour la Paix*, 12 décembre. <https://blogs.worldbank.org/dev4peace/social-protection-protecting-poor-and-vulnerable-during-crises>.

Rutkowski, Michal. 2020. « *How Social Protection Can Help Countries Cope with COVID-19* ». *Blogs de la Banque mondiale : Voices*, avril 15. <https://blogs.worldbank.org/voices/how-social-protection-can-help-countries-cope-covid-19>

Vaeza, María Noel. 2020. « *Gender and COVID-19 in Latin America and the Caribbean: Integrating Gender into the Response Framework* ». Bureau Régional pour les Amériques et les Caraïbes, ONU-Femmes, Clayton, Panama City, Panama.

Vandeninden, Frieda, Rebekka Grun et Amina Semlali. 2019. « *The Way Forward for Social Safety Nets in Burkina Faso* ». Banque mondiale, Washington, DC.